



S'ORGANISER POUR SE FAIRE ENTENDRE

ALLIANCE CITOYENNE

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2016



TABLE DES MATIÈRES

I. Une année décisive	03
Le contexte politique et social et les principes de l'Alliance Citoyenne	03
II. Présentation de l'association	04
III. Approches et méthodologies	05
1. Approche méthodologique	05
a. Organiser, rassembler la diversité des habitants du quartier derrière des objectifs communs	05
b. Agir et obtenir des changements : Construire des demandes et mener des actions collectives	05
c. Apprendre et se former	06
2. Structure organisationnelle	06
a. Les alliances locales	06
b. Les alliances de ville ou d'agglomération	07
c. L'Alliance Citoyenne nationale	07
3. Organigramme de l'association	07
IV. Construction d'une organisation	08
1. Grenoble	08
a. Teisseire	08
b. Village Olympique	11
c. Jouhaux	14
d. Abbaye	16
e. Centre-Ville	19
2. Aubervilliers	21
a. La Frette	21
b. Maladrerie & Emile Dubois	25
3. Formation de leaders	27
V. Perspectives de l'Association	27
1. Bilans financiers	27
2. Consolider les structures de l'association, dupliquer le modèle	29

« On n'en veut plus des morts dans le quartier. J'ai plusieurs amis qui seraient prêts à sortir de la délinquance s'ils avaient autre chose que le chômage et la galère comme seule alternative. (...) Avec tous les membres de l'Alliance Citoyenne de Teisseire, on est là M. le Maire pour vous demander de renforcer les moyens d'accès à la formation et à l'emploi pour les jeunes »

Expliquait Rached, 22 ans, en accueillant le Maire de Grenoble dans le quartier où il a passé sa vie.



I. Une année décisive

Multiplication des actions publiques par les habitants dans les quartiers de Teisseire, Abbaye, Jouhaux, Alma-Très Cloître, Village Olympique pour des logements décents, l'accès aux formations pour les jeunes, l'égalité de traitement par les institutions; transformation en organisation nationale et lancement de nouvelles alliances citoyennes à Aubervilliers et à Gennevilliers ; premières actions coordonnées entre les villes qui amènent les représentants de l'Alliance à être reçus au Ministère du Logement. Demandes de formations à Marseille, Roubaix, Nantes, Lyon. Premier forum européen du community organizing à Paris en juillet... L'année 2016 a été une année décisive pour l'Alliance Citoyenne.

Dans un contexte économique et politique où la résignation, l'impuissance favorisent la montée des extrêmes, les membres de l'Alliance portent un message fort : *il est possible de s'organiser collectivement, de passer à l'action, d'interpeller les institutions et d'obtenir des changements concrets.*

Au cours de cette année, les habitants membres de l'Alliance et l'équipe d'organiseurs ont pourtant fait face à des défis importants : comment faire bouger les choses sur les questions d'hygiène publique quand s'entremêlent les responsabilités de la mairie, du bailleur social et de l'entreprise sous-traitante ? Comment mieux articuler les intérêts de chaque quartier pour mener des actions au niveau de la ville et même au-delà ? Comment assurer que les plus précaires, les plus fragiles aient leur place dans les assemblées, aient leur mot à dire dans la définition des priorités et des actions à mener ? Comment régler les conflits internes qui éclatent entre des membres et des salariés ? Comment organiser la démocratie à trois niveaux : quartier, ville, national ?

Pour chacune de ces questions, il a fallu trouver des réponses collectives, organiser la réflexion et le débat en impliquant le plus grand nombre. Et garder toujours bien vivante une dynamique collective alternant assemblée, action, négociations et victoires. Pour faire reculer toujours partout le sentiment d'impuissance et de résignation, et poursuivre l'ambition fondamentale de l'Alliance : amener le plus grand nombre de personnes, à Grenoble, à Aubervilliers, à Gennevilliers et ailleurs à agir en citoyens pour faire changer les choses.

Voilà ce que vous trouverez dans ce rapport qui raconte l'année 2016 de l'Alliance Citoyenne. Réalisé par l'équipe de l'Alliance Citoyenne, il permet d'avoir une vue d'ensemble sur les activités

réalisées en 2016 par l'association et donc, par ses membres. Cette introduction a pour but d'éclairer les lecteurs de ce rapport sur le contexte dans lequel l'idée de l'Alliance Citoyenne a germé.

Le contexte politique et social et les principes de l'Alliance Citoyenne

Dans un contexte marqué par la hausse des inégalités et de défiance à l'égard de la classe politique de tous bords, il s'agit pour nous de connaître nos faiblesses actuelles, comprendre les dynamiques à l'œuvre pour être en mesure d'esquisser des pistes possibles de changement. Le postulat de base de l'Alliance Citoyenne est qu'en redonnant du pouvoir d'agir aux citoyens, nous offrons une alternative à la perte de crédibilité des partis politiques, à l'affaiblissement des syndicats et à l'essoufflement du secteur associatif, pressurisé par des coupes budgétaires et des impératifs de « rentabilité ». Invertissons le raisonnement. Cessons d'accuser ceux qui ne votent pas, qui ne participent pas. Ceux qui refusent de jouer à un jeu où les dés sont pipés d'avance.

Agissons sur les facteurs structurels à l'origine de la dégradation des conditions de vie des plus précaires, de la méfiance à l'égard des hommes politiques et de la politique de manière générale. Interpellons les institutions, les entreprises pour faire à nouveau de l'intérêt général la préoccupation première de ceux qui ont le pouvoir. Construisons la démocratie par « les pieds », en multipliant les actions citoyennes, en faisant de l'engagement un préalable à la citoyenneté aussi puissant que le vote. Explorons une composante méconnue de la démocratie, celle de l'interpellation citoyenne. L'Alliance Citoyenne s'est construite sur cette conviction : en s'organisant collectivement et indépendamment en son sein, les personnes qui habituellement ne prennent pas la parole sont en mesure d'interpeller des collectivités locales, des entreprises (des décideurs en somme) pour négocier avec eux des solutions aux problèmes rencontrés au quotidien.

Le progrès de la démocratie, l'émergence d'une classe politique « vertueuse », l'amélioration des conditions de vie des plus fragiles dépendent de notre capacité à exercer une pression populaire, diffuse et tenace. C'est en tissant les colères, en unissant les forces collectives, en identifiant les institutions et les responsables à l'origine de la situation décrite plus haut que nous parviendrons à créer un contre-pouvoir citoyen indépendant.

C'est de ce constat qu'est née l'Alliance Citoyenne. C'est sur cette base qu'elle grandit aujourd'hui.

II. Présentation de l'association

Les années 2000 en France ont été marquées par l'essor de la démocratie participative en France et la multiplication des dispositifs pour renforcer la participation des citoyens à l'action publique locale : conseils de quartier mis en place par la loi Vaillant en 2002, conseil des jeunes, conseils des sages, forum de la démocratie locale ou encore conseil des résidents étrangers. Mais ces dispositifs sont souvent descendants, contrôlés par les institutions et ne concernent qu'un faible nombre de « bons citoyens » volontaires laissant de côté le plus grand nombre. Adrien Roux, qui travaillait alors à l'Adels, un organisme de conseil et de formation aux collectivités sur la démocratie participative, s'intéresse aux écrits de Saul Alinsky et part à Londres en 2009 pour se former au community organizing, afin de s'inspirer de ces méthodes qui bousculent les formes de mobilisations citoyennes.

En 2010, l'association Echo est créée avec Solène Compingt et David Bodinier, et les trois organisateurs commencent à rencontrer des leaders locaux des quartiers de Grenoble pour entendre leur expérience des injustices locales et partager l'idée d'une organisation citoyenne pour les changer. Après quelques mois, Mathieu Ilunga de l'association des Congolais, Haby Coulibaly de Teisseire, Bernard Faure d'Unis-Cités, Coco Tembo de l'église de la Fraternité et environ 80 autres leaders se réunissent début 2011 pour définir les premières actions à mener vis-à-vis de l'école délabrée de la Villeneuve, w pour garantir les droits des étudiants étrangers ou pour changer les horaires de travail injustes des femmes de ménage de l'Hôtel des Impôts. Les premières victoires obtenues viennent confirmer la pertinence d'une participation citoyenne par l'action collective, qui amène un véritable pouvoir d'agir des personnes concernées. En décembre 2012, une assemblée de 300 personnes est réunie pour la fondation officielle de l'Alliance Citoyenne de Grenoble.

A partir de 2014, inspiré de l'expérience canadienne et américaine du grassroots community organizing d'Acorn, l'Alliance se réorganise en constituant des alliances de quartiers qui réunissent 40 à 100 membres à Teisseire, Abbaye, Jouhaux ou village Olympique. Dans chaque quartier, des batailles locales sont menées pour améliorer l'isolation des logements HLM, pour accélérer le remplacement des professeurs absents ou pour garantir le relogement dans le quartier des habitants délogés par les opérations urbaines.

Des militants de Rennes, de Lille, de Paris viennent se former à l'Alliance de Grenoble et en 2016, une alliance citoyenne nationale sera constituée pour mieux mutualiser les forces et ouvrir la voie à des campagnes nationales.



III. Approches et méthodologies

Dans leur travail de rencontre en porte-à-porte dans les quartiers d'Aubervilliers, de Gennevilliers ou des banlieues de Grenoble, les organisateurs de l'Alliance Citoyenne entendent une multitude de colères : l'ascenseur en panne 50 jours par an, le non-remplacement de l'instituteur de l'école depuis 3 jours, les appartements HLM mal isolés, le froid et les factures de chauffage qui augmentent, la discrimination dans l'accès à des stages pour les enfants... Mais ils constatent surtout le sentiment d'impuissance et de résignation face à ces injustices du quotidien : « Qu'est-ce qu'on peut y faire ? », « c'est comme ça depuis 20 ans que je suis là », « ça ne changera jamais »... Plusieurs sociologues ont montré le lien entre ce sentiment d'impuissance et la désaffection civique autant que la montée des extrémismes.

Face à cela, la méthodologie du community organizing propose de mener des actions mêlant mobilisation, humour et interpellation de l'institution pour obtenir des solutions qui améliorent les choses. Développée par Saul Alinsky dans les années 1930, face à la montée du fascisme, cette méthode consiste à partir des injustices sociales de proximité pour développer un pouvoir d'agir collectif et construire une dynamique positive de changement. Cela repose sur l'embauche et la mise en place d'organiseurs d'alliances de quartier qui ont pour fonction de mobiliser largement et d'appuyer des leaders locaux pour mener les actions.

Les actions de l'Alliance s'inscrivent ainsi à la suite d'un processus d'organisation des habitants d'un quartier. Un organisateur va rencontrer en porte-à-porte entre 500 et 800 habitants d'un quartier donné pendant 3 à 4 mois. Il va écouter les colères exprimées, identifier des leaders à même d'animer une assemblée du quartier, puis d'être porte-parole des actions à mener pour changer les choses.

1. Approche méthodologique

L'Alliance Citoyenne s'appuie sur une méthode précise et détaillée pour mobiliser, construire une revendication et mener des campagnes victorieuses.

a. Organiser, rassembler la diversité des habitants du quartier derrière des objectifs communs

> **Rencontrer.** Avec les leaders déjà connus, l'organisateur mène un travail systématique de rencontres dans le quartier à travers les réseaux identifiés d'abord, puis par un effort de porte-à-porte systématique qui permet de collecter les contacts de 1000 personnes dans les quatre premiers mois et d'amener entre 40 et 80 personnes à s'engager dans l'organisation ;

> **Mettre en mouvement.** A partir des premiers membres motivés est constitué un comité d'organisation composé de 10 à 15 leaders issus des différentes communautés du quartier. Ce comité va piloter la dynamique de mobilisation et préparer l'assemblée. Ses membres iront avec l'organisateur taper aux portes de leurs voisins et tiendront les différents rôles d'animation lors des assemblées ;

> **Décider ensemble.** Une première assemblée rassemblant 60 à 150 personnes issus des différents groupes se tient 4 mois après le lancement de la dynamique d'organisation du quartier. A travers des méthodes d'animation participatives (débat mouvant, ateliers en groupes,...) les participants décident des enjeux prioritaires pour faire changer les choses sur les problèmes de logement, de l'école du quartier, des emplois des habitants ou des questions de cadre de vie.

b. Agir et obtenir des changements : Construire des demandes et mener des actions collectives

> **Enquêter.** A partir des premières semaines de porte-à-porte, les leaders émergents dans le comité d'organisation commencent à creuser les problèmes qui ressortent. Accompagnés par

l'organisateur, ils font des enquêtes pour en préciser les causes, notamment via des rendez-vous avec des techniciens ou des experts, et ce afin d'imaginer des demandes concrètes d'améliorations à mettre en œuvre.

> **Exprimer les demandes collectives** auprès des décideurs. Après l'assemblée, des porte-paroles sont mandatés pour aller rencontrer le directeur d'école, un élu, un responsable de bailleur social... ou n'importe quel décideur ayant la capacité d'agir sur tel ou tel problème. La préparation de ces rendez-vous (jeux de rôles...) et le fait d'articuler des porte-parole de différents horizons sera décisif dans la réussite de la dynamique et la capacité à obtenir de vrais changements.

Une action version Alliance Citoyenne, c'est quoi ?

- Elle est collective (entre 20 et 150 personnes habituellement) et non-violente ;
- Elle utilise l'humour ;
- Elle vise l'interpellation d'une institution sur un problème concret ;
- Son objectif est d'aboutir à l'ouverture du dialogue ;
- Elle débouche sur une « petite victoire », une avancée positive qui change la situation.

> **Mener des actions non-violentes** sur la place publique. Pour pousser les changements, des actions collectives sont organisées. Ces actions collectives permettent de mobiliser largement les habitants du quartier, dans leur diversité, et de dépasser les tensions intercommunautaires en partageant la réalité d'avoir des intérêts communs. Temps fort de l'organisation, les actions constituent des expériences fortes pour les participants et un puissant antidote contre la résignation et le sentiment d'impuissance. Ces actions constituent ensuite autant d'histoires qui se racontent dans les quartiers de Grenoble ou d'Aubervilliers. Des histoires dotées d'une triple morale : oui, il est possible de s'organiser, oui, il est possible de passer à l'action de manière non violente et oui, cela peut amener de vrais changements positifs.

c. Apprendre et se former

Des formations collectives mensuelles sont organisées pour permettre de tirer les enseignements des actions menées ou de préparer les prochaines. La formation des leaders dans le community organizing passe également par un accompagnement individuel, des entraînements pré-action (rendez-vous, assemblée ou action publique) et des débrief post-action.

2. Structure organisationnelle

L'association s'articule autour de trois niveaux : les alliances locales, les alliances de villes et le niveau national. La présence de plusieurs alliances locales dans une ville contribue à doter l'association d'une base solide qui lui permettra dans le futur de se projeter sur des campagnes plus vastes concernant plusieurs villes.

a. Les alliances locales

Tous les membres d'un même territoire ou partageant un autre point commun se rassemblent pour mener des campagnes ensemble et peuvent constituer une alliance locale à partir de 20 membres. L'alliance locale constitue l'échelon de base de l'Alliance Citoyenne. Les membres d'une alliance locale désignent en leur sein des personnes pour constituer un comité. Les membres du comité rendent des comptes à tous les membres de l'alliance locale au cours d'assemblées de quartier qui sont organisées au moins trois fois par an.



Le comité local coordonne les campagnes et autres activités à l'échelle du quartier selon les décisions prises en assemblée. Il oriente et contrôle l'activité de l'organisateur dans le quartier. Il élit deux représentants pour siéger au conseil d'agglomération.

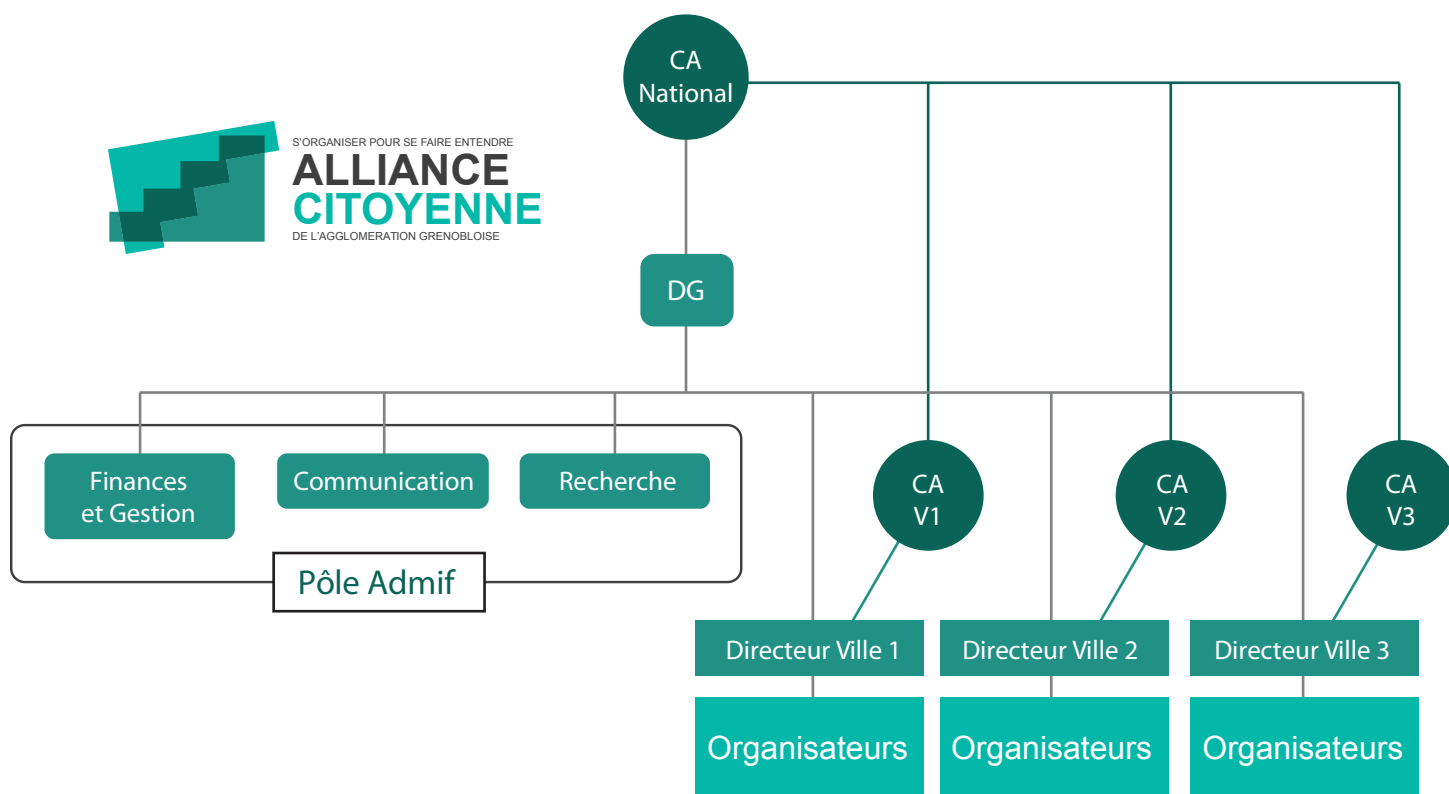
b. Les alliances de ville ou d'agglomération

Les alliances locales d'une même agglomération se coordonnent en formant une alliance au niveau de l'agglomération. Elle est alors gouvernée par un conseil interquartier constitué des représentants de toutes les alliances locales. Le conseil interquartier coordonne les campagnes et autres activités sur le territoire et définit les orientations politiques et budgétaires.

c. L'Alliance Citoyenne nationale

Afin de mener des campagnes d'ampleur et de mutualiser au mieux leurs forces et leurs ressources, les alliances locales s'organisent au sein de l'Alliance Citoyenne au niveau national. Le conseil national est constitué de deux représentants de chaque alliance d'agglomération. Ce conseil coordonne les campagnes et autres activités au niveau national. Il propose le lancement de campagnes nationales. Il définit les orientations politiques et les orientations budgétaires. Un congrès national est organisé régulièrement à l'initiative du conseil national ou à l'initiative d'au moins un tiers des alliances locales. Il réunit des représentants de toutes les alliances locales de France pour lancer des campagnes nationales, modifier le fonctionnement de l'organisation ou préparer des enjeux majeurs.

3. Organigramme de l'association



IV. Construction d'une organisation à l'ancrage local solide

1. Grenoble

L'Alliance Citoyenne est présente aujourd'hui dans quatre quartiers à Grenoble : Teisseire, Village Olympique, Abbaye & Jouhaux et au centre-ville. A Aubervilliers, en région parisienne, ce sont deux alliances de quartier qui ont vu le jour en 2016, à La Frette et à la Maladrerie.

a. Teisseire

L'alliance citoyenne de Teisseire a été lancée le 15 juin 2015 lors d'une assemblée fondatrice à la Chaufferie, au cœur du quartier. Forte de plus de 80 membres, c'est l'une des plus grosses alliances de quartier de l'agglomération grenobloise.

La bataille pour le changement des fenêtres du bailleur Actis

En 2015, le remboursement de 500€ obtenus par tous les locataires du 16 avenue Paul Cocat suite à l'évacuation abusive de leurs caves par Actis a démontré que l'union faisait la force. Cette victoire a amené les habitants de Teisseire à faire émerger de nouvelles revendications, notamment concernant leurs fenêtres. L'assemblée du 6 décembre 2015, rassemblant une quarantaine de membres de l'alliance Teisseire, avait décidé de placer en priorité la demande de changement des menuiseries du quartier, face à de multiples problèmes d'infiltrations d'eau, de courants d'air importants, de manque d'isolation des cadres de fenêtres.

Zoom sur une action

Lassés de sentir le froid passer sous leurs fenêtres, mercredi 9 décembre 2015, les locataires des immeubles Actis du quartier Teisseire viennent se réchauffer à l'agence Actis au 20 avenue Paul Cocat. Emmittoufflés dans des couvertures, ils demandent à leur bailleur qu'un large plan de rénovation de l'isolation de leurs immeubles soit mis en place.

Le sentiment que la rénovation se fait de manière arbitraire, « à la tête du client ».

89 personnes habitant les immeubles gérés par Actis dans le quartier Teisseire ont ainsi signé une pétition pour demander à Actis de penser, communiquer et mettre en place un plan de rénovation de l'isolation.

« Les boiseries de mes fenêtres sont tellement vieilles que le bois se fend et s'enlève, je dois régulièrement le recoller tant bien que mal. L'air passe, et il faut que j'enlève la moisissure », explique Chantal Ferrante, locataire Actis membre de l'Alliance citoyenne.

« Actis a rénové l'isolation de quelques appartements, mais cela semble se faire au cas par cas, pour les locataires qui râlent le plus fort. L'année dernière, j'ai finalement râlé, et ils m'ont refait l'isolation de mon appartement. Mais ce qu'il faudrait ce serait un plan de rénovation de tous les appartements ! C'est pourquoi, au sein de l'Alliance Citoyenne, nous avons décidé d'aller tous ensemble demander un rendez-vous à Actis à propos de ce problème », explique Sandrine Asséghe, porte-parole des 132 locataires organisés au sein de l'Alliance Citoyenne.

Mme de Palma, membre de l'Alliance Citoyenne, Teisseire témoigne : « il y avait de l'air qui passait partout, quand il y avait du vent. Même les feuilles rentraient ! En hiver, il fallait qu'on mette quelque chose pour empêcher l'air de rentrer. Donc on payait le chauffage pour rien quoi ! ». Elle enchaîne : « Sur ça j'ai connu l'Alliance Citoyenne, j'en suis devenue adhérente parce qu'on était nombreux à partager ce problème. Ensemble on a lutté, on est allé d'abord rencontrer Actis une première fois, ensuite on a organisé une manifestation où on a tous amené des couvertures (voir encadré) pour montrer que les gens avaient froid dans les appartements, et à la suite de ça on a commencé à voir des résultats, ils ont accepté de changer en urgence les fenêtres les plus

atteintes cette année. Moi ça y est, ils ont changé les fenêtres chez moi parce que j'étais dans un bâtiment test, les autres vont suivre dans les mois à venir ! »

Après l'action collective réalisée le 9 décembre 2015 (voir encadré), et le premier RDV de négociation dans la foulée le 15 décembre, les membres ont poursuivi en 2016 la négociation avec Actis sur la campagne du changement des fenêtres. Pas moins de cinq rencontres entre la direction de l'agence Actis Teisseire et les porte-paroles de l'Alliance Citoyenne ont eu lieu en 2016 pour négocier ce « plan fenêtres » et assurer le suivi de la mise en œuvre au plus près du terrain. C'est une belle victoire de la mobilisation des habitants à Teisseire.

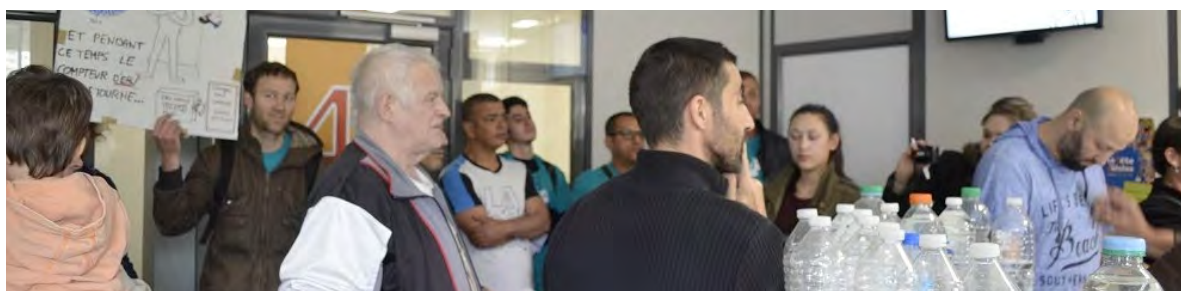
Au final, 46 logements ont été concernés par des premiers changements de fenêtres en urgence en 2016, représentant environ une centaine de fenêtres. Fin 2016, l'entreprise prestataire doit encore en terminer une vingtaine sur cette commande. L'enjeu pour 2017 sera de planifier et de suivre au plus près le changement de l'ensemble des menuiseries du quartier Teisseire, qui devrait s'étaler sur 3 ans pour un total de 650 logements concernés. Le budget estimé par Actis pour ces travaux colossaux est de 2.5 millions d'euros !

La bataille pour la compensation du gaspillage d'eau chaude – Grenoble Habitat

L'autre bataille ambitieuse portée par les membres de l'Alliance en 2016 concernait la reconnaissance et la résolution du problème de gaspillage d'eau chaude dans plusieurs bâtiments détenus cette fois par le bailleur social Grenoble Habitat. A cause de défauts de construction, certains locataires doivent attendre plus d'une minute pour avoir de l'eau chaude ! « Quand je prends ma douche, je dois attendre entre 40 et 50 secondes pour avoir de l'eau chaude », raconte Pierre, membre de l'Alliance Citoyenne et locataire rue Leon Jouhaux. « Vous imaginez, à chaque fois que j'ouvre le robinet d'eau chaude je gaspille entre 18 et 20 litres d'eau avant de sentir la chaleur, alors que je paie cette eau au tarif de l'eau chaude c'est à dire 8€ par m³ ! », témoigne Toufik, locataire et porte-parole de l'Alliance Citoyenne.

Après un premier rdv en 2015 et un second le 19 février 2016 avec la présidente du groupe et le directeur du patrimoine, des propositions concrètes ont été formulées pour résoudre cette question. Ainsi, le principe de prise en charge par le bailleur du surcoût provoqué par le gaspillage d'eau chaude semblait acquis et légitime aux yeux des décideurs. Néanmoins, preuve que la vigilance doit toujours être de mise, malgré plusieurs relances dans les mois suivants cet accord, aucun engagement écrit n'a été communiqué et les régulations de charges reçues par les locataires au printemps 2016 ne mentionnent aucune trace de prise en charge du surcoût par le bailleur : alors que le principe de remboursement semblait avoir été obtenu, sa réalisation semblait plus difficile à mettre en œuvre. Et le silence de Grenoble Habitat faisait craindre aux habitants un abandon pur et simple du processus.

Les membres de l'Alliance décident donc de passer à l'action : le 1er juin 2016, une trentaine de membres de l'Alliance Citoyenne, locataires de Grenoble Habitat du quartier Teisseire, munis de jerrycans et de bouteilles d'eau, viennent interpeller leur bailleur au siège, 44 avenue Marcelin Berthelot.



L'action des locataires de Grenoble Habitat le 1er juin 2016 :
«on vous ramène votre eau gaspillée »

Cette action a eu l'effet escompté puisqu'elle a fait réagir le bailleur ; M. Didier Martin, directeur du patrimoine de Grenoble Habitat, a finalement rencontré les portes-paroles de l'Alliance le 27 juin 2016 et a annoncé, suite au passage d'un bureau d'études spécialisé pour mesurer les déperditions d'eau dans les immeubles concernés, un remboursement des locataires concernés sur la base d'un « palier de consommation ». Ce geste a dans un premier temps été salué par l'Alliance Citoyenne et mis en œuvre effectivement en juillet 2016.



Paroles d'habitant : Farid Senina, est membre de l'alliance citoyenne Teisseire depuis mai 2015.

✓ Qu'est-ce qui vous a fait adhérer à l'Alliance Citoyenne ?

« C'est le fait qu'il y ait pleins de problèmes concernant le logement, l'école, le sport dans le quartier Teisseire. C'est une association qui m'a appris qu'il y a toujours un moyen de se défendre, une fois qu'on est en groupe ! Ca m'a appris à me défendre et à défendre les autres »

✓ Parlez-nous d'un moment fort que vous avez vécu à l'Alliance Citoyenne ?

« Le moment fort que j'ai vécu, c'était la toute première assemblée à la Chaufferie. C'était la première fois où je voyais autant de gens venir exprimer leurs colères, témoigner du mépris subi depuis des années. Il y avait des gens de toutes origines, de toutes les couleurs, c'était vraiment très fort de voir tout le monde réuni pour avancer ensemble »

✓ Selon vous, quelles sont les spécificités de l'Alliance Citoyenne ?

« Les actions, à la fois drôles et très sérieuses. Après, c'est la mobilisation très importante qu'il y a eu au départ, de façon très rapide. Et les résultats obtenus bien sûr ! »

✓ Selon vous, quel rôle les citoyens peuvent-ils jouer face aux décideurs ?

« Le premier rôle, c'est de s'organiser, tous ensemble. On doit rester mobilisés, car s'il y a une grande mobilisation les décideurs vont finir par se dire « Allez ! Il y a tel problème de garage ou autre, on va le régler très rapidement avant que l'Alliance ne rapplique avec 200 personnes ! »



Cependant, après une étude minutieuse réalisée par les habitants et l'équipe de l'Alliance Citoyenne, il s'est avéré que ce calcul était biaisé : le système de remboursement au palier revient à rembourser effectivement certains locataires obligés de surconsommer pour avoir de l'eau chaude, mais pénalise les locataires qui adoptent un comportement « économe » en évitant d'utiliser de l'eau chaude trop souvent de peur de payer des factures trop élevées.

Les membres ont donc décidé d'inviter les dirigeants de Grenoble Habitat (Mme Boileau, présidente, M. Martin, directeur du patrimoine) dans le hall d'un des immeubles concernés, au 16 avenue Teisseire, pour les remercier de ce premier geste mais également afin de faire remonter le caractère injuste de ce mode de calcul.

Fin 2016, l'enquête est en cours pour proposer un calcul au pourcentage plus juste pour tous les locataires résidant dans les immeubles concernés. A suivre !

L'interpellation du maire de Grenoble Eric Piolle concernant la Politique Jeunesse

Le 29 avril 2016, quatre jours après la fusillade qui a fait deux morts et un blessé grave à Teisseire, les membres de l'Alliance Citoyenne interpellent le Maire de Grenoble, Eric Piolle, qui était en visite sur le quartier.

« J'ai plusieurs amis qui sortiraient de la délinquance s'ils avaient autre chose que le chômage et la galère comme seules alternatives. (...) Les institutions de notre société que vous représentez aujourd'hui M. Piolle doivent augmenter investir davantage pour offrir des perspectives d'emplois et de formation pour la jeunesse», Rached 22 ans ne mâche pas ses mots lorsqu'il accueille le Maire dans le quartier où il a passé toute sa vie. La scène se passe au milieu d'une bien triste « place réservée aux jeunes » marquée par la silhouette dessinée à la craie de deux cadavres symbolisant les deux jeunes morts lundi 25 avril à Teisseire.

Derrière Rached, c'est une quarantaine d'habitants du quartier qui interpellent le Maire sur la politique d'emploi et de formation ainsi que sur la politique jeunesse menée par la municipalité dans le quartier. Selon eux, les institutions ont la responsabilité d'offrir une alternative crédible à la drogue et la violence pour les jeunes du quartier. L'imam Allal Jamad de la mosquée de Teisseire, qui a pris une part active dans cette action, a enjoint le Maire et les habitants à travailler main dans la main pour offrir un meilleur avenir au quartier.



Les membres de l'Alliance Citoyenne interpellent le Maire de Grenoble, Eric Piolle, sur la question des jeunes

Alors qu'il s'était formellement engagé à recevoir les membres de l'Alliance Citoyenne, M. Piolle n'a pas tenu sa promesse et les habitants de Teisseire attendent toujours de pouvoir lui exposer leurs revendications.

Dans le même temps, comprenant que la problématique est transversale et qu'elle touche plusieurs quartiers de l'agglomération, les membres de l'Alliance Citoyenne ont décidé fin 2016 de s'organiser sur plusieurs quartiers. Cette bataille pour améliorer les opportunités offertes aux jeunes prend désormais une nouvelle dimension et mobilise toutes les forces vives de l'Alliance Citoyenne de l'agglomération grenobloise. Affaire à suivre !

b. Village Olympique

L'assemblée créatrice de l'alliance citoyenne du Village Olympique (VO) a eu lieu fin décembre 2015. Dans la foulée, en janvier 2016, Marie, Samya, Samantha, Antoine, Lamine, Martine, Paul et Kafouné, élus au comité, se retrouvent pour la première fois afin de mettre en œuvre les décisions prises lors de l'Assemblée. Une lettre recommandée est ainsi envoyée à la SDH (Société Dauphinoise pour l'Habitat, bailleur social détenant la moitié des logements du quartier) pour demander l'isolation des immeubles.

Campagne pour la réhabilitation des logements détenus par la SDH

Les appartements détenus par la SDH sont si vieux et vétustes que les habitants subissent au quotidien des moisissures, des infiltrations d'air et des températures excessivement basses. Le bailleur social Actis, lui aussi présent sur le quartier, a de son côté lancé une opération de réhabilitation qui s'est étalée sur une période de dix ans. Ainsi deux locataires habitants des tours mitoyennes connaissent des conditions de vie diamétralement opposées !

Las, les membres de l'Alliance Citoyenne ont envoyé, à la suite du recommandé mentionné plus haut, une liste de 23 locataires dont les logements présentent des pathologies liées à la non réhabilitation des logements : moisissures, température basse, décollement des sols, infiltration d'air, tuyauterie défectueuse, etc.

A l'occasion d'un premier rendez-vous de négociation obtenu le 9 mars 2016 à la SDH, les porte-paroles de l'alliance citoyenne du Village Olympique apprennent qu'une réhabilitation est bien prévue... Mais pas avant 2024 !

Suite à différents travaux d'enquête mettant notamment en comparaison la situation des logements du VO avec ceux d'autres quartiers aujourd'hui concernés par une réhabilitation pilotée par la SDH, les membres de l'Alliance Citoyenne arrivent à la conclusion qu'il est injuste d'avoir à attendre huit ans « à croupir dans les logements » avant d'entrevoir une quelconque amélioration. Un courrier de relance demandant un nouveau rendez-vous est envoyé et en l'absence de réponse de la part de la SDH, les 21 membres présents à l'assemblée de quartier du 28 mai 2016 décident de mener une action de pression le 8 juin afin de remettre au bailleur social « le Trophée de l'Habitat irresponsable ». L'action décidée est en fait un clin d'œil sarcastique car, en Octobre 2014, la Société Dauphinoise pour l'Habitat avait obtenu le premier prix des Trophées de l'Habitat responsable dans la catégorie « Environnement » remis à Bruxelles en présence d'autres bailleurs sociaux. Les habitants du Village Olympique souhaitent à leur tour faire part de leur expertise sur le sujet et remettent à M. Rolland, Directeur de la SDH, le prix dans la catégorie "Opacité des infos, Délais d'intervention et Retard des Réhabilitations". Gisèle, Melika et les autres obtiennent du bailleur qu'il s'engage à appeler et rencontrer les 23 personnes ayant fait part de désagréments soient appelées et rencontrées. Le bailleur social s'engage également à reprendre les discussions lors d'un rendez-vous avec les responsables à propos de la réhabilitation tardive.

SOCIÉTÉ | Ils réclament la rénovation de leurs logements

Les locataires du VO ont investi les locaux de la Métro

Une quinzaine de locataires d'appartements de la SDH (Société dauphinoise pour l'habitat) du Village Olympique a investi, hier en début d'après-midi, le hall d'accueil de la Métro après avoir affiché plusieurs photos de leurs logements sur les portes. « Nous souhaitons aujourd'hui obtenir, publiquement, le soutien de la Métro, qu'elle s'engage à nos côtés pour obtenir la rénovation de nos appartements », ont expliqué les habitants. « Nous avons eu des contacts avec les services de la Métro cet été parce que cette collectivité finance la SDH, notre bailleur social, à hauteur de 17 %. Mais depuis ce rendez-vous, nous



« Nos conditions de vie se dégradent : fissures, moisissures, cafards, rats... ce n'est plus possible ! » Photo Le DL / Etienne BOUY

n'avons pas le sentiment que les choses avancent. Pourtant, nos conditions de vie se dégradent : fissures, moisissures, cafards, rats... ce n'est plus possible ! Et si la SDH parle d'une rénovation, elle

évoque 2024 pour nos logements. Ce n'est pas possible d'attendre autant ». Hier après-midi, un membre du cabinet de Christophe Ferrari a reçu ces habitants du VO.

M.E.

Le 5 juillet 2016, Martine, Paul, Marie, Gisèle, Antoine, accompagnés d'un salarié de l'Alliance Citoyenne, rencontrent une nouvelle fois M. Frachiolla, directeur gestion locative/ marketing à la SDH. Ils peuvent ainsi suivre pas-à-pas les travaux effectués sur la liste transmise. Ils obtiennent aussi l'engagement que les VMC seront remplacées dans le quartier. Mais la date de la réhabilitation globale reste fixée à 2024.

Insatisfaits de ces solutions « pansements », les membres décident de demander le soutien de la Métro . Fin août, ils rencontrent François Mollard, directeur du foncier et de l'habitat, qui apporte alors son soutien à Marie, Antoine et Gisèle. Il leur annonce que la Métro, qui subventionne 17% du budget de la SDH, va peser de tout son poids pour faire fléchir le bailleur social. Malheureusement, après plusieurs relances, les représentants de la Métro ne donnent plus de nouvelle et ne semblent pas en mesure de porter la voix des habitants auprès du bailleur. Lors de l'Assemblée du 4 novembre, les 21 personnes présentes au Goulp (salle du Foyer des jeunes travailleurs Les Ecrins) décident de mener une action de pression auprès de la Métro (voir encadré) pour qu'elle respecte ses engagements et qu'elle s'active auprès de la SDH, afin que cette dernière avance son calendrier des travaux.



Paroles d'habitant : Martine Chavance, membre de l'alliance citoyenne village olympique depuis novembre 2015



Qu'est ce qui vous a fait adhérer à l'Alliance Citoyenne ?

«C'est de combattre pour les locataires. Moi je suis solidaire et je trouve bien qu'on puisse s'entraider pour se faire entendre des bailleurs.»



Parlez nous d'un moment fort que vous avez vécu à l'Alliance Citoyenne ?

«Quand les journalistes de France 3 sont venus! Quand ils se sont enfin déplacés. C'est grâce au fait qu'on avait réussi à faire venir l'élue directement dans un appartement. Ça nous a donné de la crédibilité et le lendemain c'est les journalistes eux-même qui nous ont contactés ! Leur reportage nous a permis de nous faire connaître. De montrer qu'on ne se bat pas pour rien !»



C'est quoi la plus-value de l'Alliance Citoyenne pour vous ?

«J'étais dans une autre association quand j'étais à Paris mais ça ne collait pas à mon caractère... On allait voir les décideurs et qu'ils nous écoutent ou non , c'était pas grave, on disait rien et on partait. Quand on se retrouvait entre nous, il y avait un discours très véhément. Mais dès qu'on était face au décideur, il n'y avait plus personne. C'était plan-plan. Quand on arrivait pour la réunion, il n'y avait rien de préparé. Ça commençait par : « bon... de quoi vous voulez qu'on parle ? ». Avec l'Alliance Citoyenne, on tient le conflit. On ne gagne pas à tous les coups mais on tient tête. Moi ça me plaît parce que j'ai toujours été une contestataire.»



Selon vous, quel rôle les citoyens peuvent-ils jouer face aux décideurs ?

«C'est un vaste sujet ! Il faudrait montrer aux jeunes que rester là à faire le boxon dans les rues c'est pas intéressant. Les jeunes c'est l'avenir ! Il faut leur donner tous les atouts pour qu'ils arrivent à prendre conscience que tenir les murs ça ne mène à rien. Nous on peut lancer le débat mais il faudrait qu'il y ait une vraie volonté politique. Avoir un Ministre de la Jeunesse qui soit un ancien sportif ou un mec de l'armée. Il faudrait qu'ils aillent demander aux jeunes ce qu'ils veulent. Ils ne sont pas méchants mais on ne leur donne pas les clefs pour s'en sortir. Il faut oser leur faire confiance. Ils ne sont pas plus bêtes que les autres.»



c. Jouhaux

Au début de l'année 2016, la quasi-totalité des 600 portes d'appartement du quartier Léon Jouhaux ont été tapées par l'organisateur en charge de ce quartier. Le travail de mobilisation avait débuté à l'automne 2016, mais la dynamique avait été ralentie face à l'émergence de thématiques sécuritaires. Cette question, qui jusque là n'avait jamais été abordée par l'Alliance Citoyenne, a été l'objet de vifs débats en interne et d'une réflexion sur le long cours quant au meilleur moyen d'aborder cette question.

Dès lors, la dynamique de lancement de l'alliance citoyenne de Jouhaux a été singulière. En effet, l'assemblée créatrice de l'alliance de quartier a été effectuée bien après le lancement de la campagne sur le squat des halls.



Paroles d'habitant : Rahmani Elisabeth, membre de l'Alliance Citoyenne de Jouhaux depuis avril 2016

✓ **Pourquoi avoir adhéré à l'Alliance Citoyenne ?**

J'ai adhéré à l'Alliance Citoyenne parce que l'organisateur est venu toquer à ma porte pour me questionner sur les problèmes que je vivais. Personne d'autre n'est venu directement me voir comme ça !

✓ **Une action qui vous a marquée ?**

Quand on a débarqué à Actis avec des tenues de sport, des bandeaux, pour faire de la gym tonique dans les escaliers en disant « Merci Actis, vous êtes la salle de sport la moins cher de l'agglomération, pas besoin de salle de sport quand on habite chez vous ».

✓ **C'est quoi la suite pour vous ?**

J'ai bien l'intention de continuer ! Mon but serait l'amélioration de la vie dans les quartiers, que la Marie entretiennent les parcs ici comme ailleurs, que les travaux de voiries soient faits là où c'est nécessaire. Et puis qu'ils sécurisent les parcs où jouent os enfants !

✓ **Selon vous, quel rôle les citoyens peuvent-ils jouer face aux décideurs ?**

Il faut les forcer à faire leur boulot. C'est pas le bout du monde qu'on leur demande. Juste qu'il fasse leur boulot et respecte nos droits. Il faut les obliger à tenir compte des citoyens. On devrait avoir le droit de démettre les élus s'ils ne font pas leur boulot. Dans les entreprises ça se passe comme ça : si on fait mal notre boulot on est viré. Alors pourquoi pas la même chose pour eux ?



Lutte pour la création d'un espace dédié aux jeunes du quartier à Jouhaux

L'équation s'avérait (et s'avère toujours!) difficile à résoudre : comment reconnaître le désespoir des habitants dont le hall d'immeuble est squatté, tout en considérant d'autre part les préoccupations des familles et des jeunes qui ont peur qu'à nouveau, la jeunesse des quartiers soit stigmatisée?

Les halls occupés par les jeunes sont une source d'angoisse pour les uns mais un lieu de rencontre et de socialisation pour les autres. A partir de ce constat, différentes expérimentations ont été menées (et continuent à l'être aujourd'hui) avec plus ou moins de succès.

Le lancement de cette campagne complexe a eu lieu le 22 janvier 2016. Les membres de l'alliance citoyenne de Jouhaux convoquent alors les représentants d'Actis (bailleur social propriétaire de la totalité des logements du quartier), du Codase (association de prévention spécialisée présente sur le quartier), la principale du Collège Vercors et les représentants des services jeunesse de la Mairie. Face à l'affluence, une dizaine d'habitants sont obligés de rester à l'extérieur de la salle de réunion car le Foyer des Jeunes Travailleurs « Le Taillefer » ne peut accueillir qu'une quarantaine de personnes. Marinette Blondel, porte parole de l'Alliance Citoyenne introduit la réunion : « Nous venons ici pour évoquer le problème de nos montées avec les boîtes aux lettres cassées, l'urine comme si cela était des toilettes, les déchets (mégots de cigarettes, bouteilles vides, emballages vides de nourriture), les vitres de la porte d'entrée cassées, la porte de secours toujours ouverte. Ils se couchent sur les boîtes aux lettres, nous cassent également les ascenseurs. Nous ne pouvons même plus recevoir la famille ou les invités qui ne veulent plus venir nous voir par crainte parce qu'ils soient 25 dans l'entrée. » Adriana Siqueira, elle aussi porte-parole de l'Alliance Citoyenne, expose les propositions ayant fait consensus entre habitants : reconstruction de la MJC détruite il y a quinze ans, aménagement du parc, forum pour l'emploi, salle pour les jeunes.

Dans la foulée de cette réunion, la Mairie annonce que la Chaufferie, salle de concert situé en bordure du quartier, va devenir un pôle jeunesse à l'automne 2016 et cet engagement sera effectivement tenu. C'est une première victoire pour les membres !



Réunion organisée le 22 janvier 2016 au foyer Taillefer

Structuration et émergence de nouvelles revendications

En parallèle, l'alliance citoyenne de Jouhaux continue de se structurer. L'assemblée créatrice de l'alliance de quartier a lieu le 10 mars 2016 dans l'amphithéâtre du collège Vercors. Cinquante habitants du quartier se réunissent alors et échangent sur les problèmes qu'ils rencontrent au quotidien. Une campagne est lancée pour obtenir la fermeture des portes des halls. Il était important de se fédérer (toutes les montées du quartier sont concernées) autour d'une campagne « gagnable » (solution relativement facile à mettre en œuvre pour le bailleur) afin que les membres de l'Alliance Citoyenne prennent confiance dans l'organisation. Conjointement, un comité composé de Marinette, Boujeema, Ernestina, Fatih, Ali, Kader et Houria sont élus. Son rôle sera de mettre en œuvre toutes les décisions prises lors de cette assemblée.

A la suite de cette assemblée, des volontaires de l'Alliance Citoyenne décident de prendre un rendez-vous avec Thierry Chastagner l'élu du secteur 5. L'enjeu étant de poursuivre les actions permettant d'aboutir à l'obtention d'une salle autogérée pour les jeunes du quartier tout en s'assurant que les habitants puissent vivre dans de bonnes conditions. D'autres campagnes sont lancées sur la propreté et l'aménagement du parc. Enfin, les membres obtiennent d'Actis dans les mois qui suivent leur première assemblée une étude et des travaux pour la fermeture des portes de leurs halls d'immeuble.

Satisfaits des premiers mois d'activité, les membres décident de convoquer une seconde assemblée. Elle a lieu le 4 juin et consacre le lancement de la campagne sur les ascenseurs, qui prendra par la suite une dimension nationale en fin d'année (voir encadré ci-dessous)

d. Abbaye

L'alliance citoyenne de l'Abbaye est fondée le 30 mai 2015. Après un peu plus de six mois d'existence, elle regroupe plus d'une soixantaine de membres et déjà plusieurs campagnes couronnées de victoires à son actif, notamment le traitement d'urgence des cafards dans des immeubles de la Société Dauphinoise de l'Habitat (SDH) et surtout le relogement d'urgence des locataires de l'Abbaye vivant dans des conditions indignes (moisissures, fissures, locataires isolés dans des montées de 15 logements, etc.).

Le 4 février 2016, le comité de l'Abbaye élu lors de l'assemblée de mai 2015, constitué de Souncae, Jenne, Sonson, Julien, Xena, Betty, Agnès et Raph, se réunit d'urgence suite à l'annonce de la démolition de la place Joseph Riboud. Si ce n'est pas une surprise pour les membres qui avaient dénoncé des conditions de vie intolérables dans ces logements et qui avaient mené de nombreuses actions à ce sujet au cours de l'année passée, il s'agit pour eux de s'organiser pour ne pas être de simples spectateurs de cette destruction.

Cela marque le début d'une nouvelle étape dans la campagne pour le relogement des locataires des « Vieilles-Cités » (nom du groupe amené à être démoli) votée lors de la précédente assemblée. La décision est alors prise d'organiser une réunion des membres de l'Alliance Citoyenne résidant dans ce groupe pour définir la marche à suivre et prendre en compte leurs revendications.

Ainsi, le 13 février, une dizaine de membres se réunissent au local de foot de l'US Abbaye. Les personnes présentes se disent avant tout inquiètes de ne pas connaître le calendrier de la démolition. Certaines rumeurs prétendent que le tout sera détruit avant le mois de juin, leur laissant à peine plus de trois mois pour se préparer! Il est décidé d'envoyer une demande de rendez-vous à Mme Servant Bordas, Directrice du Développement Social Urbain à Actis, principale

interlocutrice du bailleur social durant les précédentes négociations. Une action de pression est prévue en cas de non réponse dans les 2 semaines. La réponse tardera à venir...

Rendez-vous le 16 mars 2016. Pour l'occasion, Mme Servant Bordas viendra à la rencontre des habitants au local de foot de l'US Abbaye. Ce rendez-vous sera avant tout l'occasion de récolter des informations permettant de construire les revendications futures. Aussi, les rumeurs qui couraient dans le quartier sont formellement démenties et la démolition demeure incertaine à l'heure actuelle car l'équipe municipale n'est pas unanime quant à la pertinence de ce projet.

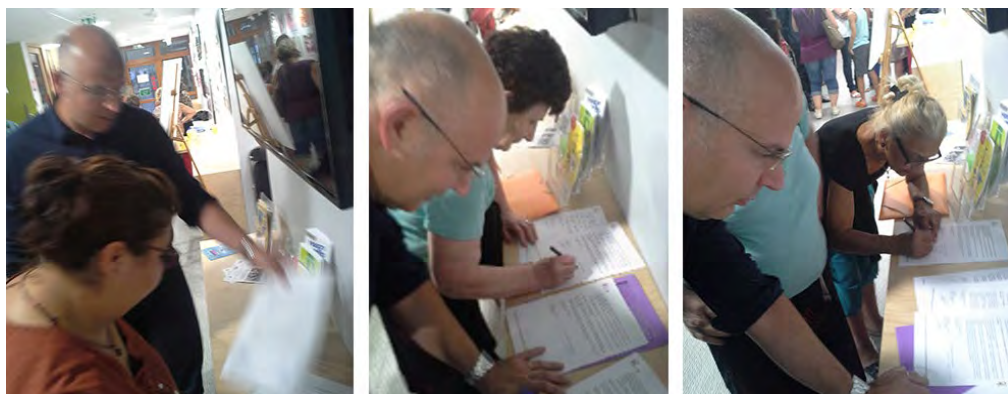
Toujours attentifs aux informations qui circulent dans le quartier, les membres de l'Alliance Citoyenne apprennent qu'une charte de relogement est en cours de rédaction et qu'une base de travail est déjà entre les mains d'un syndicat de locataires. Convaincus de l'importance d'un tel document pour leur avenir, les membres de l'association s'activent pour en obtenir une copie, mais surtout pour participer à sa rédaction. La partie était loin d'être gagnée d'avance tant le syndicat historique était réticent à partager une partie de son pouvoir avec les membres de l'Alliance Citoyenne. Finalement les habitants obtiennent gain de cause et l'Alliance Citoyenne devient officiellement corédactrice de cette charte.

Le 7 avril 2016, le comité de l'alliance citoyenne Abbaye réunit les membres pour faire valider/ modifier/ effacer des propositions d'amendement au projet de charte. 22 personnes sont présentes pour faire entendre leurs revendications : une Charte pour l'ensemble des Vieilles Cités (et non uniquement pour les logements de la place Joseph Riboud et de la rue Marie Chamoux concernés par un permis de démolir), le relogement garanti dans le quartier (Maison Blanche, Maison Rouge, Les Mouettes, Grand Châtelet, Rue Washington) pour ceux qui le souhaitent, la reconstruction des logements démolis et le maintien des loyers existants dans les nouvelles constructions.

Le 11 mai 2016, lors d'un ultime rendez-vous de négociation en présence de Mme Servant Bordas et du syndicat de locataires réfractaire à la participation de l'Alliance Citoyenne, les membres obtiennent l'extension de la charte à l'ensemble des Vieilles-Cités et l'assurance d'un relogement dans le quartier pour ceux qui le souhaitent. Le 5 juillet, les principaux porte-parole lors de la négociation signent la charte en présence de M. Duport Rosand, Directeur Général d'Actis.

Marie Chamoux concernés par un permis de démolir, le relogement garanti dans le quartier (Maison Blanche, Maison Rouge, Les Mouettes, Grand Châtelet, Rue Washington) pour ceux qui le souhaitent, la reconstruction des logements démolis et le maintien des loyers existants dans les nouvelles constructions.

Le 11 mai 2016, lors d'un ultime rendez-vous de négociation en présence de Mme Servant Bordas et du syndicat de locataires réfractaire à la participation de l'Alliance Citoyenne, les membres obtiennent l'extension de la charte à l'ensemble des Vieilles-Cités et l'assurance d'un relogement dans le quartier pour ceux qui le souhaitent. Le 5 juillet, les principaux porte-parole lors de la négociation signent la charte en présence de M. Duport Rosand, Directeur Général d'Actis.



Xena, Poupée et Sonson signent la Charte de relogement de l'Abbaye en présence de Stéphane Duport Rosand, Directeur Général d'Actis.

Attentifs à ce qu'Actis respecte ses engagements, les habitants n'hésiteront pas à se mobiliser au cours de l'année 2016 pour faire entendre leurs voix et dénoncer certains manquements aux principes de la charte.

En parallèle, des membres du quartier gagneront la fermeture des locaux à poubelle, à l'usure... A chaque rendez-vous avec Actis, le problème de l'entretien des locaux à poubelle et leur mésusage par des personnes du quartier était mentionné. Finalement, une énième relance aura eu raison du bailleur social qui entamera alors les travaux pour aménager les locaux, apportant alors satisfaction à Jenne, une porte-parole particulièrement impliquée qui s'était toujours investie « pour les autres ».



Paroles d'habitant : Rodriguez Marie (dit Xena), membre de l'Alliance Citoyenne Abbaye depuis mai 2015



Racontez-nous un moment fort que vous avez vécu à l'Alliance Citoyenne ?

Le moment le plus fort a sans doute été quand j'ai signé la Charte de relogement des Vieilles Cités. Parce qu'on s'est battus pour les conditions de relogement, la prise en compte des frais de déménagement, l'installation, etc. Il y avait tout le monde : M. Duport Rosand le Directeur Général d'Actis, M. Piolle le Président d'Actis et Maire de Grenoble, Mme Servant Bordas avec qui on avait travaillé sur la charte et puis les locataires de l'Abbaye qui étaient là quand même. C'était une reconnaissance du travail accompli.



Pourquoi, l'Alliance Citoyenne ?

La spécificité de l'Alliance Citoyenne c'est qu'il y a des salariés. Du coup on peut discuter, échanger, ... On a une interface accessible et disponible avec l'organisation. Dans d'autres organisations que je connais on n'a difficilement accès au conseil d'administration, il est difficile de prendre réellement part au projet associatif.



Quel est le prochain combat que vous aimeriez mener ?

Je voudrais qu'il n'y ait plus de discriminations entre les locataires. Et elle est pas toujours dans le sens qu'on pense. Il y a des solidarités communautaires qui excluent les autres. Qu'on connaisse ou pas quelqu'un à Actis, il faudrait que les droits soient les mêmes. Pareil pour les attributions de logement. Éviter à tout prix le favoritisme. Lors de la réhabilitation le directeur est venu me voir et m'a dit : « vous savez c'est pas parce que vous êtes de la maison que vous aurez des faveurs ». Ça c'est bien. Il faut que ce qui est accordé à l'un soit accordé à l'autre [...].



Selon vous, quel rôle les citoyens peuvent-ils jouer face aux décideurs ?

Il faudrait que les citoyens aient davantage le droit de s'exprimer. Aujourd'hui ils ont une certaine retenue car on ne les écoute pas. Je vois comment ça se passe au guichet de l'agence Actis sur la rue Paul Cocat, il y a des personnes qui nous envoient balader ou n'y connaissent rien. Mais c'est vrai pour tous les services publics. Il faudrait que les personnes qui accueillent les publics soient plus formés, plus rigoureux



Enfin, alors qu'elle a été votée en assemblée, la campagne pour la construction de jeux pour enfants ne verra jamais le jour faute de membres prêts à s'investir. Cet « échec » représente le fonctionnement de l'Alliance Citoyenne : l'association ne fait pas POUR les habitants, mais AVEC eux. Même une campagne votée à l'unanimité ne peut être menée si aucun membre n'est prêt à écrire un courrier, rencontrer les décideurs, mobiliser des voisins, faire des enquêtes, réaliser une affiche ou un flyer, etc.

Fusion des quartiers Abbaye & Jouhaux

A la demande du bailleur social Actis, pour qui les quartiers Abbaye et Jouhaux sont fusionnés dans un même territoire de référence, des assemblées communes aux deux quartiers vont progressivement se mettre en place. Du côté de l'Alliance Citoyenne, cette demande est une opportunité pour réunir deux « petits » quartiers (600 logements chacun environ) et ainsi maintenir un taux de participation importants aux réunions (une vingtaine de personne en moyenne), ce qui favorise l'enthousiasme et donne l'envie d'agir. Cette mutualisation permet aussi de libérer du temps de travail salarié et ainsi favoriser l'ouverture de nouveaux quartiers.

e. Centre Ville

Le travail de mobilisation (porte-à-porte systématique) avait commencé dans le vieux centre (quartier Alma-Tres Cloitre-Chenoise) en novembre 2015, en vue de créer la 5ème alliance de quartier de l'agglomération après Teisseire, Abbaye, Jouhaux et le Village Olympique. Le premier comité provisoire s'était réuni une première fois en décembre pour se préparer à l'organisation et à la poursuite de la mobilisation en vue de l'assemblée qui fonderait officiellement l'alliance citoyenne du Centre Ville le 7 février 2016.

Dès la phase de mobilisation en janvier 2016, l'alliance citoyenne du vieux centre ville a démarré sur les chapeaux de roues avec une première action de solidarité pour Mme Spiecker, une locataire du 5 rue Abel Servien dans le vieux centre de Grenoble. Son chauffe-eau fonctionnait très mal depuis deux mois alors qu'on était en plein cœur de l'hiver ! Malgré plusieurs passages du prestataire Proxiserve, rien n'y a fait : l'entreprise et le bailleur se renvoyaient la balle alors que Mme Spiecker prenait des douches glaciales. Lors d'une des premières réunions du comité provisoire, la décision a été unanime devant la détresse de Margarete : « On y va » ! Et le lendemain, 30 janvier 2016, une dizaine de voisins ont passé les T-Shirts de l'Alliance et ont débarqué à l'agence Actis du centre ville. Une première action efficace, puisque que dès le lundi suivant, la chaudière de Mme Spiecker était réparée, et Actis prenait l'engagement de prendre en charge sa facture de chauffage pendant la période concernée par la panne (250€ remboursés quelques mois suivants).



Lutte pour les travaux d'isolation dans le vieux centre-ville de Grenoble

L'assemblée fondatrice du 7 février 2016 a rassemblé plus de 50 habitants du quartier. En plein hiver, ont été dénoncés les problèmes d'isolation (fenêtres, murs, toitures) et de factures élevées de chauffage, notamment dans les logements détenus par Actis et chauffés en individuel gaz. Ces questions étaient partagées par la grande majorité des présents et ont logiquement nourri la bataille principale portée par le quartier. Les demandes principales concernaient le bailleur social Actis :

1. Travaux d'isolation thermique dans le parc de logements anciens du vieux centre-ville ;
2. Changement des menuiseries vétustes.

La première rencontre avec M. Bourgey, directeur de l'agence Actis centre-ville, sur le sujet, a montré aux habitants que la bataille n'était pas gagnée d'avance. Les enjeux différaient entre les immeubles collectifs (chauffage collectif partagé entre les locataires de tout l'immeuble, température de 19° « garantie » par le bailleur Actis en hiver) et les logements chauffés en individuel gaz (factures de gaz à la charge des locataires, complexité du bâti ancien...).

A la suite de cette rencontre, Actis s'est contenté de « mettre des pansements », en venant réparer certaines fenêtres ou en plaçant des joints « cache-misère ». L'agence locale s'est défendue en affirmant qu'elle n'avait pas les budgets pour changer toutes les fenêtres du quartier ou engager des travaux de réhabilitation pour l'instant.

Lors de l'assemblée du 29 avril au siège du club de foot FC2A, las de ces « pansements », les demandes se sont concentrées sur les problèmes de fenêtres et d'isolation criants : les membres de l'alliance citoyenne centre-ville ont décidé de venir apporter en mains propres une liste de 30 noms de locataires du quartier qui demandent une intervention concrète et urgente de la part d'Actis. Il s'agit pour eux de changer les fenêtres vétustes et d'apporter des solutions pérennes aux soucis d'isolation.

Zoom sur une action

Le 18 mai 2016, quarante locataires malades avec bonnets, mouchoirs et thermomètres ont débarqué chez « Docteur Actis » pour demander des soins. Ils dénoncent la mauvaise isolation des logements, les fenêtres vétustes et multiples infiltrations.

Dénonçant les courants d'air, la mauvaise isolation et le froid excessif dans leurs logements pendant les périodes hivernales, ils occupent la salle d'attente en attendant de se voir prescrire une réparation de leur logement qui leur évitera les maladies l'hiver prochain. Ils amènent une liste de 30 locataires mécontents et demandent un RDV avec le « médecin-chef », M. Payrard, directeur du patrimoine d'Actis. « Je suis tombé malade plusieurs fois cet hiver à cause du froid dans mon appartement », raconte Margarete Spiecker, membre de l'Alliance Citoyenne et locataire rue Abel Servien. « L'air passe sous les fenêtres et il est impossible de se chauffer correctement sans se retrouver avec des factures de chauffage colossales. ». « Chez moi les fenêtres ferment mal, les cadres en bois sont trop vieux et deviennent poreux, laissant passer le froid et l'humidité », témoigne Aliocha, locataire et porte-parole de l'alliance citoyenne du centre-ville.

Suite à cette action, trois rendez-vous de négociation ont eu lieu. Certaines fenêtres ont été changées, mais la plupart des interventions se sont cantonnées à des remises en état des fenêtres existantes (mises en jeu, joints). Les demandes se sont alors

concentrées sur l'état du parc individuel gaz d'Actis, logements dans lesquels les locataires paient directement leur facture de gaz/électricité auprès de GEG, et ont parfois le choix cornélien de vivre dans un logement à 12°C l'hiver ou s'endetter pour payer des factures de chauffage de plusieurs milliers d'euros par an. Devant l'aveu d'Actis de la méconnaissance de leur parc (absence de diagnostics énergétiques fiables), une première victoire a été obtenue à l'automne : l'instrumentation de 15 appartements, ce qui signifie concrètement la pose de thermomètres enregistreurs pendant 1 mois durant l'hiver 2016/2017 pour mesurer, heure par heure, la température dans les logements. Couplés au relevé de consommation de gaz sur la même période, ces enregistrements devraient permettre de faire un diagnostic chiffré sur la situation des appartements et des immeubles concernés, avant d'engager des travaux. Les résultats doivent être communiqués aux membres début 2017 pour servir de base à une négociation sur les solutions à mettre en œuvre (réhabilitation des logements, baisses de charges ou de loyers, mutations prioritaires des locataires de « passoires énergétiques...). A suivre !



Paroles d'habitant : Margarete Spiecker, membre de l'Alliance Citoyenne Centre Ville depuis décembre 2015



Parlez nous d'un moment fort que vous avez vécu à l'Alliance Citoyenne ?

Pour moi, les moments forts c'est les actions ! Moi je crois à l'action, quelle qu'elle soit, peu importe les quartiers. Y aller, au devant des institutions, même si des fois ça foire j'y crois ! Une lettre c'est bien mais après il faut passer à l'action ! Parce que sinon les gens écrivent dans le vide, et c'est désespérant !



Quel est le prochain combat que vous aimeriez mener ?

Moi je pense que c'est l'isolation. On voit que ça fait des années qu'il y a ce problème, il faut qu'on aille chercher d'autres appuis, peut être Piolle, peut être la Metro, etc, mais il faut que ça bouge parce que ça ne peut plus durer, c'est un truc récurrent dans tous les quartiers, que ce soit la chaleur en été ou le froid en hiver, les factures de chauffage qui sont très élevées...



Selon vous, quel rôle les citoyens peuvent-ils jouer face aux décideurs ?

Il faut manifester le plus possible, le plus bruyamment possible, dans le calme d'accord mais il faut être ferme aussi, il faut aussi savoir mettre le poing sur la table quand il faut ! Par exemple je viens de voir le papier sur le fait que les locaux de Cap Berriat, nos locaux finalement, sont menacés par la mairie de Grenoble1. Ça aussi ça fait partie d'un tout, c'est politique et c'est social, il faut se bouger tous ensemble, les associations doivent faire face fermement toutes ensemble !



2. Aubervilliers

L'Alliance Citoyenne d'Aubervilliers s'est développée à partir du début de l'année 2016.

Le travail de rencontres en porte-à-porte dans deux quartiers de la ville a permis, dans chacun de ces quartiers, d'organiser de premières Assemblées en juin 2016. La structuration des alliances citoyennes s'est ensuite mise en place à l'automne 2016.

À partir de juin, ces alliances citoyennes se sont mobilisées sur différents sujets, de l'enquête à la négociation avec les institutions, en passant par l'action collective non-violente pour mettre les sujets sur le dessus de la pile.



Les deux quartiers dans lesquels l'Alliance Citoyenne s'est développée en 2016 sont :

- La Maladrerie - Emile Dubois
- La Frette – Valles

a. La Frette

En 2016 plusieurs campagnes emblématiques ont été menées sur le quartier, notamment concernant les factures d'eau ou les pannes d'ascenseurs récurrentes.

Campagne de l'eau

Mi-juin 2016, les locataires de l'OPHLM d'Aubervilliers ont reçu une facture de régularisation des charges d'eau qui porte sur la période 2012-2015. Pour certain-es d'entre eux et elles, la somme s'élève à plus de 1 000 €. Pour beaucoup, c'est la panique. « On ne peut pas sortir de telles sommes, ce n'est pas pour rien qu'on est locataires du logement social. En plus, tout ça est dû à une erreur de gestion de l'OPH, c'est pas juste que ça retombe sur nous comme ça. »

La première assemblée du quartier La Frette – Valles a lieu le 18 juin. La quasi-totalité des 66 participants est préoccupée par cette question des factures d'eau, et une table de travail est donc dédiée à cette question. Les interrogations sont très nombreuses, suscitant incompréhension et crainte : « Pourquoi ces factures arrivent-elles maintenant ? Pourquoi portent-elles sur une si longue période, y compris pour celles et ceux qui ont emménagé après 2012 ? Comment allons-nous faire pour nous acquitter de telles factures ? »

Un grand nombre de locataires s'est déjà rendu, à titre individuel, à l'accueil de l'OPHLM pour demander des explications et faire des réclamations. Mais ils ont le sentiment de n'avoir pas été entendus, et l'incertitude liée à ces factures reste entière.

L'Assemblée décide d'agir sur cette question : c'est tous ensemble que nous irons à l'OPHLM, demander des explications et exiger que les questions et difficultés des locataires soient prises en compte.

Le 28 juin, les membres de l'alliance citoyenne La Frette - Valles, rejoints par d'autres locataires concernés, se rendent à l'OPHLM en scandant le slogan : « Si on comprend rien, on paiera rien ».

Le directeur invite les locataires à entrer en salle de réunion. Ceux-ci déposent des bouteilles d'eau sur la table : « Votre eau est trop chère, on préfère vous la rendre ». Ils font ainsi référence à une action qui avait été menée à Grenoble sur la question des factures d'eau chaude, au cours de laquelle les habitants avaient eux aussi préparé une mise en scène basée sur le fait de « rendre l'eau ».



Quelques mois plus tard, le 14 septembre, Roger Salvatore, Fatma Deghmani et Marivonne Batomi se rendent en délégation à l'OPHLM pour demander un rendez-vous : il s'agit de demander des comptes sur les engagements pris le 27 juin.

Le rendez-vous a lieu le 22 septembre avec le directeur de l'OPHLM. Au cours de ce rendez-vous, le point est fait sur la procédure simplifiée de réclamation, l'extension du délai, et les réclamations effectivement reçues par l'OPH. La discussion est prolongée sur les prochaines échéances de régularisation et facturation. Un nouveau rendez-vous est pris pour prolonger le suivi des engagements concernant les réclamations non traitées et l'accès aux compteurs.

Le 6 octobre, des membres tiennent une table dans le quartier et font du porte-à-porte pour faire un sondage : est-ce que les personnes qui ont demandé à être reçues l'ont réellement été ? Les discussions font apparaître un grand flou dans l'esprit des locataires sur les facturations, les régularisations et la procédure de réclamation. Beaucoup de personnes ont un sentiment très fort de ne pas être entendus par l'OPHLM.

- Finalement, les habitants obtiendront plusieurs petites victoires :
- Montant des factures : il réduit d'environ de moitié (les régularisations sur les années 2012 et 2013 étant annulées) ; Paiement des factures : il ne commencera que fin octobre, le temps que l'OPHLM réponde aux sollicitations de tous les locataires. Il se fera par mensualités de 20 € pour tout le monde ;
- Traitement des réclamations : nous obtenons qu'une nouvelle lettre soit envoyée par l'OPHLM

à l'ensemble des locataires courant juillet, qui proposera une démarche simplifiée pour les réclamations et demandes de rendez-vous. Le délai pour faire une réclamation est décalé au mois de septembre au lieu du 8 juillet.

- Décalage de la prochaine régularisation : la régularisation suivante, qui concerne janvier à septembre 2016, est décalée à début 2017.
- Accès aux compteurs : il est garanti par l'OPHLM aux locataires. Une lettre d'information sera envoyée à tous pour les en informer. Si nécessaire, les locataires recevront une clef pour pouvoir accéder à leur compteur.

Campagne contre les pannes d'ascenseurs

« Quand les ascenseurs sont en panne, je suis coincée chez moi. Mais quand je les trouve en panne alors que j'étais dehors, je mets 1h à monter mes 7 étages, car je dois faire une pause à chaque demi-palier. Alors mercredi 9 je vais aller m'entraîner à l'OPHLM, pour qu'ils prennent conscience de notre problème. » Fatma Deghmani,

Les pannes d'ascenseur sont très récurrentes, et sont parfois très longues à être réparées. Cela fait des années que c'est le cas, et rien ne semble changer. Lors de l'assemblée du 28 juin, une table avait été consacrée à ce sujet. La question des factures d'eau avait cependant été déclarée prioritaire. Lors de l'Assemblée du 22 octobre, à laquelle participe 14 personnes, le sujet est travaillé par les membres, et il est décidé d'aller rencontrer les services de l'OPHLM pour obtenir des améliorations.



Le 9 novembre, profitant d'une journée d'action d'envergure nationale sur le sujet, les membres de l'Alliance Citoyenne se rendent à l'OPHLM accompagnés d'un faux coach sportif : « De quoi vous plaignez-vous, grâce à l'OPH vous faites du sport ! ». Une délégation, composée de Gabriel Richard, Roger Salvatore et Tassadet Bahouche, est reçue par les responsables de secteur, avec qui nous faisons le point sur la façon dont (dis)fonctionnent les ascenseurs et la maintenance. Suite à l'action nationale du 9 novembre, nous avons participé à une délégation qui a été reçue par le cabinet de la ministre du Logement. Cette délégation regroupait l'Alliance Citoyenne (Gabriel Richard pour Aubervilliers, Ali Beloud pour Grenoble), le collectif Plus sans ascenseurs, et la coordination Pas sans nous. Cela a été l'occasion de faire le point sur les dysfonctionnements systémiques des ascenseurs dans le logement social.

Fin 2016, la démarche est toujours en cours. Nous attendons que l'OPHLM :

- Affiche dans tous les halls d'immeubles les conditions normales de fonctionnement des ascenseurs et de la maintenance
- Nous communique le rapport des pannes et le cahier des charges

b. Maladrerie & Emile Dubois

Rapidement, les habitants de la Maladrerie ont fait émerger des revendications concrètes et gagnables. Notamment la question des parkings dont la barrière à l'entrée ne fonctionnait plus depuis près de deux ans

Les parkings qui restent ouverts

La question des parkings accessibles a été apportée par plusieurs membres, qui la proposent à l'ordre du jour de l'Assemblée du 5 juin. Une table de travail y est dédiée. Cela fait des mois que la barrière du parking à Émile-Dubois est cassée. Les locataires paient chaque mois pour une place de parking qui, faute de barrière à l'entrée du parking, est sans cesse occupée par d'autres. Les locataires se sont maintes et maintes fois plaints à la loge du bailleur social sans que celui-ci n'y apporte jamais de réponse concrète. L'Assemblée décide alors d'agir sur cette question : puisque l'OPHLM ne réagit pas depuis plusieurs mois, il est décidé d'y aller ensemble pour être enfin se faire entendre



Le 7 juin 2016, les membres de l'alliance citoyenne La Maladrerie - Émile Dubois se sont rendus au siège de l'OPHLM pour faire entendre leurs voix. Le bailleur social s'est engagé à lancé les travaux. Mais face à la stagnation de ceux-ci, le 8 novembre des membres se sont présentés au siège de l'OPH d'Aubervilliers, suite à de nombreux coups de fils et la stagnation des chantiers commencés en juillet 2016. Ils ont pu finaliser leur accord tout en l'étendant aux habitants de la rue adjacente vivant la même injustice, un courrier officiel aux dizaines de locataires concernés est envoyé par la suite pour l'annoncer.

Au terme de cette campagne des remboursements de 80 à 240€ environ ont été déduits de la quittance de loyer suivante. La reprise immédiate des chantiers de rénovation des rues concernées a été réalisée, et bien sûr la remise en service de la barrière automatique du parking des locataires, en panne depuis plus de 2 ans !

L'entretien des parties communes et lutte contre les nuisibles

Lors de la première assemblée des membres du quartier le 5 juin, de nombreux membres ont formé un groupe de travail et l'assemblée a validé la demande d'un rendez-vous par courrier recommandé, accompagné d'un dossier photographique qu'ils ont constitué, reçu le 8 juillet 2016 par le directeur général de l'OPH d'Aubervilliers.

Sans réponse de leur part, une action collective a été proposée et validée lors de l'assemblée des membres du 16 octobre. Le 16 novembre, les membres de l'alliance citoyenne La Maladrerie - Émile Dubois se sont rendus à l'OPHLM avec balais et serpillères : « Si c'est aussi sale chez vous que chez nous, nous venons vous filer un coup de main ». Ils ont été reçus par les responsables de secteurs, ce qui a permis de faire le point sur les manquements de l'OPH en termes de nettoyage des parties communes. Ils ont demandé aux responsables de l'OPH des engagements pour :

- De meilleurs traitements anti cafards, blattes, souris et rats
- Une amélioration du ménage des parties communes et des locaux poubelles insalubres, et de l'information sur les calendriers et le contrôle qualité des prestataires.
- Des réunions sur le terrain des prestataires du ménage, des responsables de l'OPHLM et de membres de l'Alliance Citoyenne pour trouver des solutions

Suite à un diagnostic réalisé par les membres de l'Alliance Citoyenne et des responsables de l'OPH en novembre 2016, un contrôle de qualité du ménage doit être mis en place début 2017. Des rappels aux obligations de leur contrat sont lancés aux prestataires dont les manquements sont constatés. Des affiches pédagogiques seront mises en place pour palier au mauvais usage des locaux poubelles dans certains immeubles. Face à la situation dramatique que nous avons constaté dans certaines parties des logements du quartier, l'ordre de traitement en urgence (décembre 2016) de tous les appartements, terrasses et couloirs a été donné par les responsables de l'OPH au prestataire dont le marché public est dénoncé et qui sera remplacé en mars 2017. Des avis de passage seront affichés à l'avance aux locataires afin que l'accès aux appartements soit facilité. En décembre 2016, des travaux de rebouchage systématique des trous de souris seront faits dans les murs et les parties communes.



3. Formation de leaders

La formation des membres de l'Alliance Citoyenne est une priorité pour l'association. Toujours dans cette préoccupation de créer les conditions favorables à la construction d'alliances de quartier pérennes et démocratiques, les salariés de l'Alliance Citoyenne ont dispensé en 2016 un certain nombre de formations. Ces formations s'articulent autour de quatre pôles : organisation, revendication, action & négociation et ont pour but d'outiller les membres et leur permettre de s'approprier la structure.

Formation des membres de l'Alliance Citoyenne dans l'agglomération grenobloise

La formation des membres de l'Alliance Citoyenne s'effectue principalement « dans l'action » : chaque réunion avec un décideur, chaque action collective ou article de presse fait l'objet de réunions préparatoires et de réunions de « débriefing » collectif qui permettent une montée en compétences à partir de l'expérience concrète de situations de négociations, d'animation ou d'action collective.

Les sessions de formation collectives permettent de leur côté de prendre un peu de recul en prenant le temps d'approfondir les notions et de provoquer des espaces de discussions avec des membres issus de toutes les alliances de quartier du territoire.

En 2016, cinq sessions de formations ont eu lieu auxquelles plus de 60 personnes ont participé :

- Mars 2016 : Module sur la mobilisation - Centre-Ville
- Avril 2016 : Module sur le porte à porte - Centre-Ville
- Juin 2016 : Module Action Collective – Cap Berriat
- Septembre 2016 : Module Revendication - Us Abbaye
- Novembre 2016 : Module Négociation et présentation ACORN par Wade Rathke - Cap Berriat

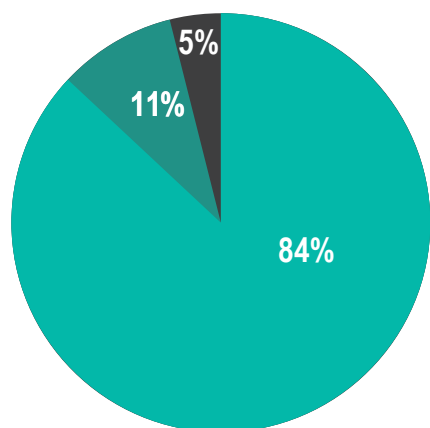
V. Perspectives de l'Association

1. Bilans financiers

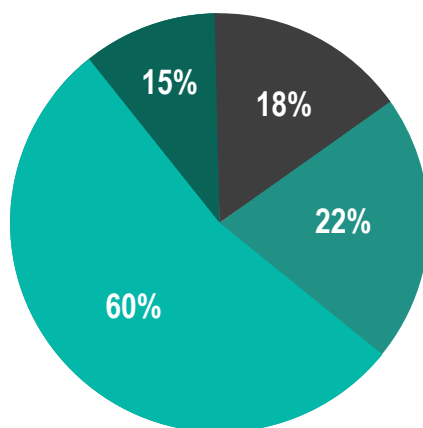
Le modèle économique de l'Alliance Citoyenne est en mutation depuis sa fondation. Aujourd'hui dépendante des financements extérieurs, l'objectif est d'augmenter le nombre des formations extérieures et d'accroître le nombre d'adhérents de l'association afin de minimiser les risques liés à la perte d'une ou de plusieurs subventions. Ces objectifs doivent également contribuer à l'autonomisation de l'Alliance Citoyenne et viennent confirmer cette volonté affichée d'être une association indépendante.

Répartition des sources de financements pour l'Alliance Citoyenne de Grenoble :

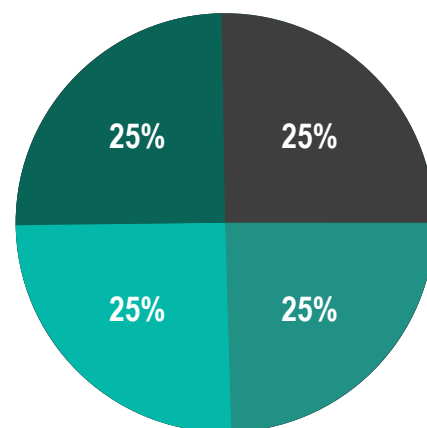
ALLIANCE CITOYENNE GRENOBLE : RECETTES



2015



2016

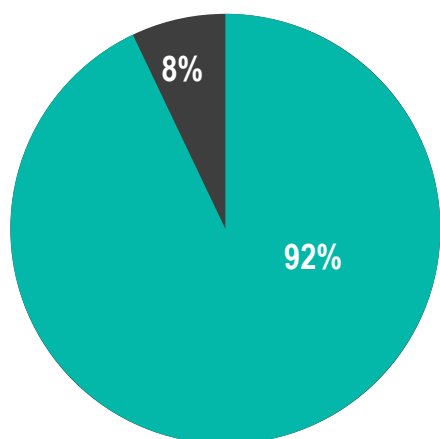


Objectif

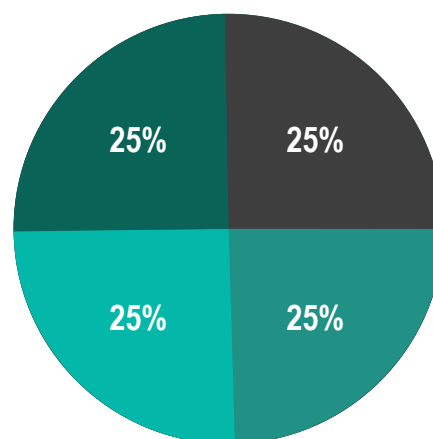
- Cotisations & Dons
- Vente de formations et livres
- Subventions privées (fondations)
- Subventions publiques

Répartition des sources de financements pour l'Alliance Citoyenne d'Aubervilliers:

ALLIANCE CITOYENNE AUBERVILLIERS : RECETTES



2016



Objectif

- Cotisations & Dons
- Vente de formations et livres
- Subventions privées (fondations)
- Subventions publiques

2. Consolider les structures de l'association, dupliquer le modèle

2017 sera une année électorale. La menace de l'extrême droite risque d'être plus affirmée que jamais. Les discours xénophobes ou islamophobes risquent d'atteindre un nouveau degré encore dans l'espace public. La stigmatisation d'une partie des classes populaires pour capter électoralement une autre partie de cette même classe précarisée et inquiète pour l'avenir, ne fait pas de doute. Une autre menace plus voilée qui pèse sur le pays est celle d'une fuite en avant néo-libérale avec l'affaiblissement encore renforcé des services publics et de l'ambition de réduire les inégalités.

Avec tout ça, la démocratie et la participation citoyenne se trouvent embarquées dans un tourbillon populiste qui laisse peu de places à l'engagement réel et à l'éducation populaire. L'Alliance Citoyenne ne pourra pas lutter contre ces forces-là. Trop limitée, seulement 1000 membres. Trop jeune, à peine quelques années. Mais là où elle est implantée, ses membres construisent pourtant les fondations d'un avenir différent. Ils mettent en action les valeurs de solidarité concrète, par-delà les races ou les religions, les valeurs de justice sociale en se battant pour un service public garant de conditions d'existence dignes pour tout le monde (logement, école, cadre de vie, sécurité, ...).

Ces valeurs-là doivent être visées dans le long terme. Les 1000 membres dans quatre villes et douze quartiers pourraient devenir 10 000 membres dans 10 villes et 100 quartiers à l'horizon 2022 pour les prochaines élections générales. Ils pourraient devenir 50 000 dans plusieurs centaines de quartiers de France dans 10 ans en 2027. L'extrême droite aurait en face d'elle une force de résistance solidement implantée sur le terrain. Les milliers de membres de l'Alliance et tous les alliés seront là pour interpeller les candidats, dénoncer les dégâts des politiques ultra-libérales dans les quartiers et se battre pour un grand plan d'investissement pour le logement social, pour l'hôpital public et un système de santé qui garantit à tous un égal traitement, pour une éducation nationale respectueuse des différences et suffisamment financée pour offrir aux enfants des quartiers une réelle égalité des chances.



Dès 2017, les membres de l'Alliance Citoyenne vont tenter de lancer des campagnes au-delà des quartiers dans lesquels ils ont commencé à s'organiser. La mobilisation contre les facturations exorbitantes d'eau à Aubervilliers pourrait monter en puissance pour demander à la Mairie un vrai service public de l'eau afin de mettre fin définitivement aux abus. Un partenariat avec les Amis de la Terre va permettre de lancer une campagne d'ampleur à Grenoble, Saint Martin d'Hères, Aubervilliers sur les problèmes de précarité énergétique pour mêler les questions sociales et environnementales. Les colères complexes liées à l'accès aux stages, à l'emploi ou aux formations pour les jeunes exprimées en 2016 à Teisseire pourraient s'organiser en campagne contre les entreprises ou administrations suspectes de discrimination.

Les succès de l'Alliance Citoyenne en 2016 ouvrent la voie à de nouveaux partenariats : les membres de conseils citoyens indépendants de Grenoble et de St Martin d'Hères, les associations Indecosa, la fédération des parents d'élèves...

À Aubervilliers les évènements tragiques de 2016 ont amené des discussions avec des leaders de la communauté chinoise pour penser leur implication dans une alliance citoyenne dans le quartier de La Villette. Des liens ont été noués avec des leaders locaux de La Courneuve qui voudraient construire une alliance là-bas. L'alliance de Gennevilliers pourrait rejoindre officiellement l'Alliance Citoyenne et ses membres joindre leurs forces aux citoyens mobilisés dans les autres villes.

Le contexte politique post-élections posera les conditions dans lesquelles les membres devront agir et interpeler les décideurs. Mais quel que soit le parti au pouvoir, les membres de l'Alliance seront là pour demander des comptes et réclamer des services publics garants de justice sociale et d'égalité.





ALLIANCE CITOYENNE